L'efficacité, mythe ou réalité ?

Questions à l'institution éducative

Dominique Borne

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ries/1210>
DOI : 10.4000/ries.1210
ISSN : 2261-4265

Éditeur

France Education international

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2005
Pagination : 11-14
ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Dominique Borne, « L'efficacité, mythe ou réalité ? », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 40 | décembre 2005, mis en ligne le 17 novembre 2011, consulté le 06 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ries/1210> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.1210>

L'efficacité, mythe ou réalité ?

Questions à l'institution éducative

Dominique Borne

À première lecture, les sujets retenus pour les six ateliers de ces Rencontres internationales donnent l'image d'une école incertaine d'elle-même et impuissante. Trois d'entre eux portent sur des problèmes de structure et de pilotage de l'institution scolaire : « comment concilier logiques économiques et logiques pédagogiques? », « la généralisation de l'évaluation contribue-t-elle à améliorer la qualité de l'enseignement? », l'autonomie de l'établissement scolaire est-elle un facteur d'efficacité pédagogique et de réussite des élèves? ». Ces trois questions n'évoquent pas la notion de réforme. C'est un signe des temps. Les trois autres, « comment les politiques éducatives s'adaptent-elles aux évolutions de la société? », « l'enseignant : acteur ou spectateur des évolutions? », « comment l'école s'adapte-t-elle à la diversité des élèves? », semblent poser le constat d'un système social en fragmentation. Les politiques éducatives doivent-elles s'adapter à la société ou l'inverse? Les élèves sont en difficulté, il faut s'adapter à la société et les enseignants sont « acteurs ou spectateurs ». Aucun atelier ne s'attache aux contenus de l'enseignement, aux valeurs, ni à la réforme. Ainsi se dessine en creux, me semble-t-il, une école peu sûre d'elle-même. Est-ce le signe d'un pessimisme profond et du deuil du volontarisme dans ce domaine?

Ma seconde lecture est plus critique encore. Ne serait-ce pas là pas un abandon au libéralisme? Cette impuissance, cet épuisement apparent de l'institution et de la volonté réformatrice ne masquent-ils pas, par une ruse classique de l'histoire, une offensive de la déréglementation et un abandon au libéralisme sauvage? La ruse du libéralisme, ce serait de laisser l'autonomie aux établissements : ils entrent en concurrence, les plus faibles disparaissent et l'institution s'adapte d'elle-même. On sait bien qu'il existe une lecture de l'adaptation à la diversité des élèves qui aboutit à l'exclusion de certains élèves par le biais de l'orientation... La possibilité d'une lecture libérale des thèmes retenus pour les ateliers est donc possible. Il faut en tenir compte avant de proposer une lecture plus positive des questions retenues.

L'évaluation est un terme qui devient difficile à utiliser tant il désigne de choses diverses. Selon moi, évaluer, ce n'est pas gouverner par le chiffre, c'est raisonner sur les moyennes et sur les flux. On appelle « flux » le nombre d'élèves qui vont dans telle ou telle filière, qui ont atteint tel ou tel niveau et on raisonne sur les grands mouvements d'ensemble. En France, les suivis de cohorte qui permettraient de savoir ce que deviennent réellement les élèves n'existent pas

encore. On ignore ce que deviennent ceux qui ont eu le baccalauréat. Quand on raisonne sur les flux, on raisonne par grandes masses sans raisonner sur du réel. Ce ne sont pas les chiffres ni la moyenne qui sont importants. Évaluer sert d'abord à responsabiliser les acteurs. Ce n'est pas seulement un problème de management : cela doit s'appliquer aussi à la classe.

Il s'agit d'évaluer ce que l'on met en place. On sait mettre en place des dispositifs mais l'évaluation du résultat sur les élèves n'est faite dans aucun département. On a ainsi mis en place des dispositifs (« parcours croisés », « itinéraires de découverte », « TPE », etc.) qu'on a supprimés sans jamais les évaluer. Le retard là-dessus me semble considérable. On ne sait pas évaluer ce que savent les élèves... cela paraît incroyable.

Faire le lien entre autonomie et évaluation est nécessaire, tout comme le lien entre autonomie et liberté pédagogique des enseignants. Comment faire pour responsabiliser tout en maintenant ce dogme, en France en tout cas, de la « liberté pédagogique des enseignants » ? Que signifie cette expression dans le cadre d'une éventuelle autonomie ? Il ne peut s'agir seulement de l'autonomie des structures, de la classe. Les élèves apprennent dans la classe. L'autonomie, me semble-t-il, ne peut être assumée que collectivement et pas seulement individuellement. Entre l'autonomie assumée collectivement et la liberté pédagogique, comment cela fonctionne-t-il, très concrètement ? Ces questions sont complexes et difficiles. Les enseignants, ces solitaires, revendiquent leur liberté pédagogique justement du haut de leur solitude. Comment faire pour respecter leur individualité ? Et comment faire pour les rendre cependant solidaires ? Comment leur faire comprendre que leur responsabilité ne peut pas être seulement individuelle ? C'est là une des clés, me semble-t-il, du travail sur le monde enseignant et du travail sur l'autonomie. On ne peut être responsable tout seul.

En ce qui concerne l'adaptation à la diversité des élèves, on est, me semble-t-il, à une sorte de tournant. En France, au cours des années qui viennent de s'écouler, la difficulté des zones en difficulté s'est aggravée. Il y a eu une sorte d'enkystement des difficultés. Nous allons être amenés à réfléchir à la discrimination positive. Est-ce ce que la loi esquisse en proposant de substituer le système ZEP (aide à des zones géographiques) à un système d'aide à des individus ? Il faut aider les plus faibles, nous sommes tous d'accord. Faut-il aider des lieux, des zones, ou des élèves individuellement ? C'est un problème de fond. Jusqu'à présent, ce sont les zones qui ont été aidées. Le problème est que, même quand les progrès sont constatés, on ne sort pas du système d'aide.

Face à la diversité des élèves, je ne vois pas d'autre possibilité qu'une politique volontariste de mixité sociale, qui se détériore actuellement et de plus en plus. Il me semble extraordinaire, en France, de critiquer les formes de communautarisme dans les établissements scolaires quand c'est la société qui crée le communautarisme ! Nous vivons encore sur le mythe de l'égalité et ce mythe provoque les mouvements que l'on voit. Ce problème n'est pas seule-

ment le problème de l'école parce que l'école ne résout pas tous ces problèmes elle-même. Tant qu'on n'arrivera pas à améliorer cette mixité sociale, on ne parviendra pas à améliorer les choses. C'est par la mixité sociale qu'on devrait pouvoir essayer de parvenir à ce que, après Jules Ferry, on appelle l'égalité d'éducation.

Il faut être capable de réfléchir à une culture commune contemporaine, une culture partagée. Est-ce qu'une culture scientifique et humaniste à la fois, qui a été construite pour 5 % d'une classe d'âge – c'est le chiffre de ceux qui arrivaient au baccalauréat en 1939 – peut être transposée à tout le monde ? Actuellement, c'est ce qu'on fait ! Peut-être faut-il le faire... Mais la diversité des élèves rencontre ce problème-là. Et qu'y a-t-il à prendre dans la culture dans laquelle baignent les élèves ? Cette rupture complète entre la culture de l'école et la culture de la télé, de la musique, etc. me fascine. Autrefois, l'école du peuple était enracinée dans le milieu rural. Et dans l'école des élites, ou des classes moyennes, les livres qu'on étudiait en classe étaient dans la bibliothèque des parents. Aujourd'hui, la rupture est complète et on la retrouve aussi entre les parents et les enfants. C'est une rupture de la transmission de façon plus générale. N'y a-t-il pas quand même quelque chose à inventer, en termes de culture partagée, qui permette de rassembler un peu plus de monde ? De même, on ne peut refuser les communautarismes que si l'on reconnaît certaines cultures particulières. Autrement, les enfants, les petits enfants de l'immigration auront le sentiment que tout ce qu'on raconte est d'un autre monde et appartient à d'autres cultures. Le problème de la diversité est aussi un problème d'intégration. La diversité des élèves, c'est la diversité des cultures.

Par rapport enfin, aux évolutions de la société, que signifie « s'adapter aux évolutions de la société » ? Faut-il le faire ? Je n'en suis pas certain. C'est ainsi que, pour donner suite à une certaine demande sociale par exemple, l'apprentissage des langues vivantes a été mis en place à l'école élémentaire en France alors que personne n'est compétent pour le faire et sans résultat en réalité. C'est extraordinaire ! Et puis on recommence en collège, aucun résultat ! Ce que je dis là ne se dit jamais. Pourtant, chacun sait qu'on l'a fait pour obéir à la demande sociale des parents qui veulent que leurs enfants fassent de l'anglais. Le prochain concours de professeur des écoles comportera une épreuve de langues vivantes mais ce n'est pas encore le cas. Il est assez étonnant de voir ce qu'on fait en éducation en s'adaptant aux évolutions de la société ! L'école, selon moi, est à la fois clôture et ouverture. Certes l'école doit être ouverte sur le monde mais elle a ses logiques propres. Actuellement, elle est soumise en permanence aux pressions sociopolitiques. Ne faut-il pas l'en préserver ? Comment faire ensuite pour s'adapter ? Par exemple, l'école ne travaille pas assez avec les parents, à mon sens. C'est un chantier gigantesque. Lorsqu'on a des enfants en difficulté, c'est épouvantable pour un parent d'aller rencontrer les enseignants, les chefs d'établissement, etc. S'adapter à la société, c'est dans ce sens que je le verrais.

Ensuite, comment faire pour aider l'école et les parents à s'entendre sur une éducation civique et républicaine ?

Il me semble enfin que s'il faut effectivement améliorer l'efficacité de l'école, il faut commencer par améliorer l'efficacité de l'enseignement dans la classe. Ce qui me frappe depuis plusieurs années, c'est que l'on contourne la difficulté en créant des dispositifs parce qu'on ne sait pas comment agir sur la classe. La clé de la réforme, c'est l'efficacité de l'enseignant dans sa classe. Il faut l'aider en même temps à réussir dans sa classe et à travailler avec ses collègues. C'est cela le travail d'encadrement, fondamentalement. Trop souvent, on ne juge pas l'enseignant par rapport aux élèves mais par rapport à une norme. Ce n'est pas important, une norme. L'important, c'est les élèves qui sont devant le professeur. Ont-ils fait ou appris quelque chose ou non pendant le temps de l'heure de cours ? On sait, par exemple, augmenter le nombre de filles en série scientifique. On sait faire bouger les flux et les structures. Mais cela ne sert à rien tant qu'on n'a pas augmenté la qualité de l'enseignement.

Je crois aussi, pour terminer, qu'il faut répondre au besoin d'égalité qui existe dans une société. C'est la demande politique majeure actuellement. Ce décalage entre l'égalité telle qu'elle est diffusée dans le discours officiel et celle qui est vécue sur le terrain est insupportable. ■